

Questions orales

[Traduction]

LE LOGEMENT

LES ACHETEURS DE MAISONS ET LA RÉDUCTION DE LA TAXE DE VENTE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION—
DEMANDE DE SURVEILLANCE STRICTE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Je voudrais savoir s'il est convaincu que le bénéfice des réductions de la taxe de vente rejaillit sur les acheteurs de maisons au Canada, et s'il peut dire à la Chambre quelle procédure a été adoptée ou le sera pour mettre en application ces méthodes de contrôle?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): La division de la surveillance des matériaux de construction de la SCHL effectue des vérifications régulières et me fait rapport. On a lieu de croire que le bénéfice de ces réductions rejaillit sur les consommateurs. Il est difficile d'être plus précis. Au moins dans un cas a-t-on réellement retourné au constructeur le chèque d'escompte adressé à l'acheteur après l'achat. Autrement, nous avons renégoié un contrat pour un logement locatif à dividende limité, et c'est ainsi que le bénéfice de la réduction de la taxe de vente a été transmis à l'acheteur. Nous exerçons une surveillance permanente.

* * *

L'AGRICULTURE

BÉTAIL DE BOUCHERIE—LES ENTRETIENS
CANADO-AMÉRICAINS AU SUJET DE LA REPRISE DE
L'IMPORT-EXPORT

M. Peter Elzinga (Pembina): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Agriculture. Est-il possible de supprimer les restrictions à l'exportation comme à l'importation de bétail qui nuisent à notre commerce avec les États-Unis?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai répondu à une question semblable à la Chambre hier disant que des entretiens se poursuivent entre les États-Unis et le Canada. J'ai discuté de la question avec le secrétaire américain à l'Agriculture. J'ignore à quoi pourront aboutir ces entretiens.

M. Elzinga: Comme les restrictions imposées il y a quelque temps par le ministre à l'importation du bétail des États-Unis ont poussé le gouvernement américain à réagir en imposant à son tour des mesures de protection qui ont infligé des pertes graves à l'industrie canadienne de l'élevage, et comme c'est le ministre lui-même qu'il faut blâmer de cet état de choses, donnerait-il à la Chambre l'assurance qu'il fera tout son possible pour renégocier ces règlements de sorte que les éleveurs canadiens puissent profiter des prix plus élevés des marchés américains?

M. Whelan: La déclaration du député n'a rien de vrai. Par suite des mesures que nous avons prises, les éleveurs canadiens ont fait tout près de 100 millions de dollars. Si nous avions permis aux éleveurs américains de faire du dumping sur nos marchés, nos prix auraient fléchi au niveau des prix américains. De fait, ces mesures ont été avantageuses pour les éleveurs canadiens. Les États-Unis ont encore des surplus énormes de bétail et les Canadiens ne sauraient tirer aucun parti de ce marché en ce moment.

[M. Ouellet.]

LA CONSOMMATION

LA SUPPRESSION DE LA TAXE DE VENTE SUR LES VÊTEMENTS
ET LES CHAUSSURES—DEMANDE DE LISTE DES
CONTREVENANTS

M. Bruce Halliday (Oxford): Ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations, monsieur l'Orateur. Étant donné que, selon le document concernant l'élimination de la taxe de vente sur les vêtements et les chaussures qu'il a déposé récemment, la hausse des prix a été à peine plus faible que prévue, le ministre dirait-il à la Chambre si son enquête a révélé que certains des 113 détaillants interrogés n'avaient pas fait profiter les consommateurs de la réduction de la taxe de vente et, dans ce cas, serait-il prêt à communiquer à la Chambre le nom de ces entreprises?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le président, si l'honorable député a lu le rapport qui a été déposé à la Chambre, il verra que nous sommes satisfaits des réponses qui ont été fournies par les détaillants, à qui nous avons demandé de collaborer avec le ministère relativement à cette enquête. Trois firmes ont été nommées parce qu'au cours de cette enquête, elles avaient refusé de répondre aux questions qui avaient été formulées.

[Traduction]

M. Halliday: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser relativement aux trois noms auxquels le ministre vient de faire allusion. Le ministre peut-il dire à la Chambre si ces trois entreprises ont refusé de répondre au questionnaire parce qu'elles y trouvaient quelque chose de déplaisant, ou si elles ont tout simplement fait fi de sa demande?

[Français]

M. Ouellet: Monsieur l'Orateur, je pense que l'honorable député devrait lire le rapport. Il verrait très clairement que ces compagnies ont refusé de répondre au questionnaire. Nous les avons pressenties à plusieurs reprises, leur demandant si certaines raisons les empêchaient de répondre. Puisqu'elles n'ont pas répondu à nos questions, alors que toutes les autres compagnies se sont prêtées de bonne grâce à cette enquête, nous avons dû les nommer dans le rapport.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

POMMES DE TERRE—DEMANDE D'INCLUSION DES
ASSOCIATIONS ET ENTREPRISES FAMILIALES DANS LE
PROGRAMME DE STABILISATION DES PRIX

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Monsieur l'Orateur, comme la politique du gouvernement, par le passé, a encouragé les entreprises familiales à s'étendre pour accroître encore leur efficacité, le ministre est-il prêt à reconnaître ces associations ou entreprises familiales comme représentant plus d'une seule unité, au regard de l'aide à leur accorder en vertu du programme de stabilisation des prix?